

LE DIRECTEUR
GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS
DU QUÉBEC

**Rapport annuel
1997-1998**

1. Directeur général des élections

1.1 Mission

Le Directeur général des élections a pour mission, dans le cadre de la législation, d'assumer l'administration du processus électoral en vue du renouvellement des membres de l'Assemblée nationale et, dans une certaine mesure, de celui des membres des conseils municipaux, en garantissant le libre exercice du droit de vote des électeurs du Québec. En conséquence, il a le devoir d'informer ces derniers et d'assurer la transparence du financement des partis politiques ainsi que la représentation effective des électeurs.

1.1.1 Principales responsabilités

Le Directeur général des élections est responsable de l'administration des scrutins provinciaux (élections générales, élections partielles et référendums), de la liste électorale permanente et du contrôle du financement des partis politiques et des dépenses électorales. Le titulaire du poste est d'office le président de la Commission de la représentation électorale, organisme chargé de délimiter le territoire à des fins électorales. Il préside également le Comité consultatif. Le Directeur général des élections du Québec dispose de pouvoirs d'enquête et de poursuite. Il a l'obligation d'informer les électeurs et les candidats. En outre, il remplit tout mandat que lui confie l'Assemblée nationale. Il peut également être consulté par le gouvernement sur toute législation à caractère électoral. Enfin, la loi l'autorise à fournir à d'autres pays son aide et sa collaboration en matière électorale, notamment sur les plans matériel, professionnel et technique.

Dans le domaine municipal, ses responsabilités sont quelque peu différentes. Ainsi, il n'administre pas directement les scrutins municipaux, mais il assure un soutien auprès des présidents d'élection municipaux en leur fournissant assistance et conseils. De plus, il voit au contrôle du financement et des dépenses électorales dans les municipalités de plus de 20 000 habitants.

1.2 Substitut du directeur général des élections

Le substitut du directeur général des élections a pour fonction d'assister ce dernier dans la tenue des événements électoraux. Il le conseille sur des dossiers élaborés au sein de l'institution et il le représente à différents comités ou tables de travail traitant de l'administration du système électoral.

Le substitut assume la fonction de secrétaire de la Commission de la représentation électorale, conformément à la Loi électorale qui la régit.

1.3 Commission de la représentation électorale

La Commission de la représentation électorale se compose du directeur général des élections, qui en est le président, et de deux commissaires, MM. Guy Bourassa et Marc-André Lessard. Elle a pour fonction d'établir la délimitation des circonscriptions électorales du Québec selon les dispositions de la Loi électorale.

La Commission remplit également tout autre mandat que lui confie l'Assemblée nationale. Enfin, la Commission veille à l'application du chapitre III du titre I de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

1.4 Comité consultatif

Le Comité consultatif, institué en vertu de la Loi électorale, donne son avis sur toute question relative à cette loi, sauf celles qui ont trait à la représentation électorale. Il se compose du directeur général des élections et de trois représentants de chacun des partis politiques autorisés représentés à l'Assemblée nationale. Le directeur général des élections le préside et en dirige les activités et les travaux. En plus

Le Directeur général des élections devait aussi expédier à chaque adresse un avis indiquant le nom des électeurs inscrits sur les listes électorales scolaires. Cet avis devait en outre informer les électeurs qui avaient le droit de choisir de voter à l'élection des commissaires d'une commission scolaire anglophone des modalités d'exercice de leur choix. La rédaction et la conception graphique de cet avis, de même que la planification du travail de personnalisation et de distribution, ont été effectuées dans le cadre de l'exercice financier 1997-1998. Il y a également eu préparation d'une campagne de publicité imprimée pour annoncer les grandes étapes des élections scolaires, dans le cadre délimité par la loi.

Dès le mois de février 1998, le Centre de renseignements a planifié les activités liées aux élections scolaires : programme de formation, gestion des appels, engagement de personnel, rédaction de cahiers de formation et de cahiers de renseignements, ainsi que tout le matériel nécessaire au déroulement de l'activité.

Commission de la représentation électorale

La Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives habilite la Commission de la représentation électorale à diviser le territoire de toute commission scolaire nouvelle en circonscriptions électorales, à défaut par le conseil provisoire d'une commission scolaire nouvelle de faire cette division conformément aux dispositions de la loi ou sur demande d'au moins trois membres du conseil provisoire qui sont en désaccord avec la division adoptée par celui-ci.

Pour diverses raisons, la Commission a dû effectuer la division en circonscriptions électorales du territoire de 35 des 69 commissions scolaires nouvelles. Dans 26 cas, la délimitation du territoire des circonscriptions scolaires n'était pas suffisamment précise. Par ailleurs, 6 conseils provisoires ont adopté en retard la résolution concernant la délimitation des circonscriptions scolaires ou l'ont transmise au Directeur général des élections après la date limite mentionnée dans la loi.

De leur côté, les conseils provisoires de la Commission scolaire des Monts-et-Marées et de la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets n'ont pas

adopté de résolution à la majorité requise. Dans le cas de la Commission scolaire de Montréal, trois membres du conseil provisoire ont soumis à la Commission de la représentation électorale leur opposition à la résolution du conseil.

Ce sont les membres du Service de la division territoriale qui ont préparé, sous l'autorité du président de la Commission de la représentation électorale et de son adjoint, tous les dossiers dont celle-ci avait la responsabilité dans le cadre de son mandat spécial. À cause du volume de données à traiter, notamment dans le cas de la Commission scolaire de Montréal, le service a produit ses hypothèses de division en circonscriptions électorales à l'aide de la géomatique.

1.9.2 Réflexions sur le financement politique municipal au Québec

L'année 1998 marque le vingtième anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi régissant le financement politique. Au cours des dernières années, le Directeur général des élections avait eu l'occasion de faire état des difficultés d'application des dispositions relatives au financement et au contrôle des dépenses électorales. De plus, le ministre des Affaires municipales avait demandé de lui faire part de commentaires sur l'éventualité d'assujettir les municipalités de 10 000 à 20 000 habitants aux dispositions de la loi.

Le Directeur général des élections a donc mis sur pied un comité de travail constitué de représentants du Financement, des Affaires juridiques et du Secrétariat général pour analyser les problèmes soulevés par l'application du chapitre XIII de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et proposer des solutions.

Les travaux du comité se sont échelonnés sur une période d'environ cinq mois, c'est-à-dire du 2 septembre 1997 au 21 janvier 1998, et ont mené à la publication d'un document intitulé *Réflexions sur le financement politique municipal au Québec*.

Ce document présenté au ministre des Affaires municipales se veut une contribution positive pour faciliter et alimenter les discussions à venir. Les propositions qu'il contient vont dans le sens d'une

bonification sans toutefois perdre de vue les assises fondamentales de la loi qui, faut-il le rappeler, font l'objet d'un large consensus au Québec.

À l'occasion d'une conférence de presse tenue le 19 mars 1998, le ministre des Affaires municipales, M. Rémy Trudel, et le directeur général des élections, M^e François Casgrain, ont rendu public le rapport.

Environ 600 copies du rapport détaillé intitulé *Réflexions sur le financement politique municipal au Québec* et 14 000 copies d'un document de synthèse du Directeur général des élections ont été distribuées par le ministère des Affaires municipales aux différents élus et acteurs du monde municipal pour obtenir leurs commentaires et leurs suggestions. À ce sujet, le ministre tiendra un séminaire le 29 avril 1998.